la Lettre du Maroc

BULLETIN DU PARTI DE L'AVANT-GARDE DEMOCRATIQUE SOCIALISTE (P.A.D.S.)
63, rue du Colonel-Fablen - 94110 ARCUEIL

COMPROMMISSION

ET LUTTE DEMOCRATIQUE VERITABLE

Les trois syndicats de travailleurs marocains (CDT, UGTM et SNESUP) n'ont pu célébrer le 1er Mai cette année: toutes leurs manifestations ont été annulées suite à l'inter-diction de fait imposée par les autorités. Celles-ci entendaient fixer les itinéraires des défilés et les encadrer de façon policière inacceptable.

Dans le même temps, le climat social ne cesse de s'alourdir: les grèves se multiplient dans tous les secteurs, et la répression demeure la seule réponse aux revendications des travailleurs.

AMAOUI, secrétaire général de la CDT, et membre du bureau politique de l'USFP, vient d'être condamné à deux ans de prison ferme pour délit d'interview, suite à ses déclarations au journal EL PAIS.

MECOUAR, rédacteur en chef du journal ANOUAL comparait actuellement devant le tribunal: son journal a osé

relater les péripéties du procès de Noubir Amaoui!...

Les procès d'élèves, d'étudiants, d'ouvriers, d'employés se poursuivent à travers tout le pays. Les bafouements des droits d'expression, d'organisation, de grève, d'opinion sont quasi-quotidiens.

Les partis "d'opposition parlementaire", quant à eux, poursuivent sans complexe leur tractations avec le pouvoir à propos des prochaines "élections", en tant que membres à part entière de la commission qui vient d'être désignée par le pouvoir à cet effet.

Dans un volte-face spectaculaire, les quatre partis: P.P.S, O.A.D.P, U.S.F.P et ISTIQLAL, ont tous subitement "oublié" les réformes constitutionnelles qu'ils réclamaient à cors et à cris, avec force séminaires, colloques et autres déclarations solennelles, et qu'ils présentaient comme indispensables et incontournables.

Les éventuelles modifications formelles et superficielles de la

constitution sont maintenant du seul ressort du pouvoir. Quant aux conditions minima garantissant un changement démocratique véritable, elles sont aux oubliettes. Les "intéressés" s'apprêtent à participer aux prochaines élections, et à recevoir leur part de la démocratie de façade, et leurs quotas d'élus, selon leur degré d'allégeance, et les services politiques rendus à une classe dominante de plus en plus isolée et mise à l'index aussi bien par le peuple marocain et son mouvement de lutte démocratique ascendant, que par l'opinion internationale.

La direction de l'USFP, championne invétérée de la compromission, passe outre l'arrestation et la condamnation totalement arbitraire d'un membre de son bureau politique. Pourvu que le quota au prochain parlement soit conservé ou rehaussé....

Dés lors une "question-réponse" se pose de façon cruciale: s'agit-il d'erreurs politiques à répétition, ou de collaboration directe des membres de direction des quatre partis avec le pouvoir; tous les observateurs s'accordant à dire qu'ils appliquent sa politique sans nuance dans tous les domaines internes et externes. Les militants, les démocrates et l'opinion jugeront...

Le P.A.D.S demeure, sans fausse modestie, la seule alternative sur le terrain de la lutte démocratique. Il rejette toute falsification de la volonté populaire, et revendique un changement radical de la constitution garantissant le respect des fondements de la démocratie,

ne serait-ce que dans sa forme minima.

Pour nous (comme pour tous les démocrates...) la démocratie ne peut exister en dehors de la **souveraineté du peuple**, reconnue, exprimée et exercée dans le cadre d'un Etat de Droit, du **pluralisme politique et culturel**, du respect des **droits universels de l'homme**, et du droit des citoyens à choisir librement leurs représentants sans fraude ni falsification, et à contrôler leur action.

Les conditions que nous posons comme **prealables** à un changement démocratique véritable n'ont pas changé:

***Une loi d'amnistie générale** garantissant juridiquement la libération de tous les détenus politiques, et le retour des exilés, sans condition.

***L'annulation des lois coloniales** en vigueur, et toutes celles en contradiction avec les droits de l'homme.

***Le respect effectif des libertés individuelles et collectives**, et en particulier les droits d'expression et d'organisation.

Fort de ses principes idéologiques, de sa ligne démocratique militante, et de son action quotidienne, notre parti continuera avec notre peuple, sa lutte inébranlable pour la libération et la démocratie véritable.